

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

Vie de la société

Journal de la société statistique de Paris, tome 18 (1877), p. 141-144

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1877__18__141_0

© Société de statistique de Paris, 1877, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

JOURNAL

DE LA

SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 6. — JUIN 1877.

I.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 11 AVRIL 1877.

La séance est ouverte à 4 heures, sous la présidence de M. E. Levasseur.

Le procès-verbal est lu et adopté.

Le secrétaire général fait l'analyse sommaire des ouvrages offerts à la Société

BAVIÈRE . . .	<i>Mouvement de la population en 1875.</i>
ITALIE	<i>Annuaire du Ministère du commerce, 2^e semestre 1876.</i>
	<i>Recrutement de l'armée en 1875.</i>
	<i>Les Conditions de l'agriculture (3^e volume).</i>
FRANCE	<i>La Tempérance. 1877. N° 1.</i>

A l'occasion de cette présentation d'ouvrages, M. LUNIER et après lui M. LEVASSEUR signalent l'apparition récente du *Bulletin mensuel de statistique et de législation*, publié par le Ministère des finances.

Ce recueil, dont l'importance au point de vue de la statistique est déjà démontrée par les trois numéros parus, a été créé sur l'initiative de M. Léon Say, ministre des finances, et de M. L. Passy, sous-secrétaire d'État, et la rédaction en est confiée à MM. Laboulaye et de Foville; ces noms seuls sont une garantie de succès.

A côté de cette publication, il convient de citer le *Bulletin consulaire*, que publie, depuis le commencement de l'année, le ministère du commerce, et dont les renseignements sont destinés à compléter utilement les annales du commerce extérieur.

M. RENÉ LAFABRÈGUE, directeur de l'hospice des Enfants assistés, dont la candidature avait été présentée à la précédente séance, est élu à l'unanimité membre titulaire de la Société.

M. BERTILLON offre au bureau de la Société ainsi qu'aux divers membres présents, le mémoire qu'il a publié sur la *Natalité*, dans le *Dictionnaire de l'Encyclopédie médicale*, ainsi que l'article qu'il a fait insérer sur le même sujet dans la *Revue scientifique*.

L'honorable membre indique en peu de mots les principes qui l'ont guidé dans son travail, ainsi que les points de vue nouveaux que lui ont fournis les statistiques

spéciales de l'Autriche et de la Norvège. (On croit devoir rappeler que la plupart de ces indications ont été enregistrées dans plusieurs de nos procès-verbaux.)

M. le D^r BOURDIN demande à entretenir la Société d'une mesure administrative prise récemment par M. le préfet de la Seine et qui lui paraît de nature à contribuer aux progrès de la statistique. Accédant à un vœu exprimé par la commission de reconstitution des actes de l'état civil de Paris, ce magistrat a pris l'initiative d'une mesure consistant dans la délivrance gratuite aux époux, lors de la célébration du mariage, d'un *livret de famille* destiné à reproduire par extrait les énonciations principales des actes reçus par les officiers de l'état civil. Remis au chef de famille et conservé par lui, ce livret devra être présenté toutes les fois qu'il y aura lieu de faire dresser un acte de naissance ou de décès. A chaque nouvelle déclaration, l'officier de l'état civil apposera, à la suite de la mention sommaire consignée dans la case réservée à cet effet, sa signature et le sceau de la mairie.

Cette mesure, surtout si elle est adoptée dans toutes les communes, est appelée à rendre d'importants services. Les livrets constitueront, en quelque sorte un troisième dépôt des actes de l'état civil confié à la garde des intéressés et seront une source de renseignements précieux, dans le cas où ces registres viendraient à être détruits. Ils formeront, par la suite, des archives particulières où la famille puisera des documents d'un caractère authentique qui lui fait le plus souvent défaut dans l'état actuel des choses; enfin, grâce à ces petits livres, on évitera les erreurs qui se glissent trop fréquemment dans l'indication des prénoms ou dans l'orthographe des noms et prénoms. Il s'établira une exactitude absolue dans la constatation de l'état civil, et l'on sera moins souvent obligé de recourir à une procédure lente et coûteuse pour poursuivre la rectification d'actes libellés d'une manière incomplète ou défectueuse. On comprend enfin combien ces livrets pourront, lorsque leur application sera générale, faciliter les opérations des recensements quinquennaux, dont ils sont appelés à assurer le succès.

Déjà depuis un certain nombre d'années, des livrets de ce genre, que chaque chef de famille est tenu de posséder, existent en Belgique et ont donné les meilleurs résultats; aussi le congrès de statistique de Saint-Petersbourg a émis le vœu que leur application pût être universelle.

Cette excellente mesure pourrait être complétée par la tenue, dans chaque mairie, d'un registre où un compte serait ouvert à chaque famille, et formerait, pour chaque commune, un répertoire où tous les actes authentiques pourraient être facilement relevés.

Pénétrée des immenses avantages que présente le nouveau livret au point de vue de l'intérêt général, et de l'exactitude des relevés statistiques, la Société émet le vœu qu'une loi en rende l'usage obligatoire, et elle charge son président de transmettre à M. le préfet de la Seine ses remerciements motivés pour l'excellente réforme qu'il a entreprise et qui, elle n'en doute pas, est appelée à devenir une véritable institution nationale.

M. CL. JUGLAR, revenant sur la question des décès militaires du premier Empire, indique que le chiffre de 1,760,000 qui a été cité à la dernière séance est emprunté à un rapport présenté en 1830 sur le service de la conscription par M. d'Argenvilliers. M. Pouillet, dans un travail qu'il a publié en 1841 sur les lois générales de la population, est arrivé, par le calcul, à un chiffre un peu inférieur; enfin, on se rappelle les recherches qu'a faites à cet égard M. de Montferrand, et dont les résultats se trou-

vent consignés dans le 26^e cahier du journal de l'École polytechnique, c'est-à-dire dans le même numéro où il a fait connaître les principes et les bases de la table de mortalité qui porte son nom.

À ce propos, M. H. PASSY, qui a été appelé, en 1832, à faire partie de la commission à laquelle a été présenté le travail de M. d'Argenvilliers, indique un moyen qu'il lui a permis de contrôler le chiffre qu'il a présenté. Il lui a suffi de comparer, au commencement et à la fin des guerres de l'Empire, la quotité des numéros matricules des régiments. Pour n'en donner qu'un exemple, il montre que le 45^e régiment d'infanterie, qui, en 1802, comptait un effectif de 3,500 hommes environ, a vu le nombre de ses numéros matricules monter en 1812 à plus de 50,000. En d'autres termes l'effectif de ce régiment s'est renouvelé 14 fois en 10 ans. Il faut remarquer de plus que le chiffre de 1,760,000 décès correspond à 14 conscriptions, dont deux ont été appelées d'avance, et par conséquent à une moyenne annuelle de plus de 120,000 décès.

M. JUGLAR rappelle les moyens dont il s'est servi pour calculer, à l'aide des décès du sexe féminin, l'augmentation qui s'est produite dans la durée de la vie moyenne depuis le commencement du siècle jusqu'à nos jours, et que, contrairement aux assertions de la plupart des auteurs, il ne porte qu'à un ou deux ans.

M. BERTILLON exprime à cet égard une opinion toute différente; s'appuyant sur les travaux de Moheau, de Messance, de Buffon, etc., il est d'avis (et sur ce point il obtient l'assentiment de M. Passy), que la vie moyenne a augmenté assez sensiblement depuis le siècle dernier. Il faut d'ailleurs s'entendre sur la vraie signification de la vie moyenne. Pour lui, il n'y en a pas d'autre que celle qu'on obtient en prenant pour base le rapport à chaque âge des décès à la population. Il y a donc lieu de rejeter absolument l'ancienne méthode des tables mortuaires, où il n'est tenu compte que des chiffres absolus des décès. Il rappelle à cet égard les travaux de Moser, de Quételet, ainsi que ses propres recherches, et il dit que c'est à la méthode de ces auteurs qu'il faut recourir. Les résultats ainsi obtenus sont déjà assez satisfaisants pour qu'on puisse en recommander l'usage aux compagnies d'assurances sur la vie, lesquelles persistent à ne faire leurs calculs que sur des têtes choisies, tandis que pour être vraiment utiles, ils devraient porter sur la généralité des habitants.

Parmi les auteurs qui se sont occupés de ce genre de questions, M. FLECHEY dit qu'on ne doit pas omettre M. Lund, qui s'est efforcé de donner à ses calculs un degré de précision jusqu'alors inusité. Ayant eu l'occasion d'appliquer la méthode de ce savant, comparativement à celle de MM. Quételet et Bertillon ainsi qu'à celle des tables mortuaires, il a reconnu que les nouvelles méthodes tendent à augmenter le nombre des survivants aux âges avancés de la vie, et pourtant il semble résulter des observations présentées dans une des dernières séances par M. Léon Vacher que le nombre des vieillards tendrait à diminuer.

M. LOUÀ répond que le nombre des vieillards est indépendant des conditions des tables de mortalité générale, et constitue un fait tout particulier; on pourrait en effet prouver par plusieurs exemples que le nombre des vieillards est beaucoup plus élevé dans les pays qui, au point de vue de la durée moyenne de la vie, sont au bas de l'échelle.

M. BERTILLON ajoute qu'on peut constater que ce sont les pays à grande natalité qui comptent le plus de vieillards. Partout où il naît beaucoup d'enfants, la morta-

lité des premiers âges est excessive, mais par suite d'une sorte de sélection, les enfants survivants sont plus robustes et ont plus de chances d'atteindre un âge avancé.

M. le D^r LUNIER confirme cette assertion par des exemples qu'il a eus sous les yeux. C'est ainsi qu'à la Nouvelle-Orléans, où la fécondité est extrême, il y a également un grand nombre de vieillards.

La parole est donnée à M. DE MALARCE, qui indique en peu de mots les progrès récents faits en Italie par les caisses d'épargne, et principalement par les caisses postales.

Au moment de lever la séance, M. le président fait connaître à la Société que la prochaine réunion aura lieu dans le local qui a été gracieusement mis à sa disposition par M. Boutmy, directeur de l'École des sciences politiques, dans son nouvel établissement situé, 15, rue des Saints-Pères.

La séance est levée à 6 heures et demie.
